

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et par le Secrétaire d'Etat au Budget, le 30 juin 1972, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant majoration du taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public et portant exécution de l'article 7 de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants", a donné le 5 juillet 1972 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e juni 1972 door de Vice-Eerste Minister en door de Staatssecretaris voor Begroting verzocht hun, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot verhoging van het minimumbedrag van zekere rust- en overlevingspensioenen ten laste van de Openbare Schatkist en tot uitvoering van artikel 7 der wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijsen worden gekoppeld", heeft de 5e juli 1972 het volgend advies gegeven :

La loi du 2 août 1971 (Moniteur belge du 20 août 1971) a prévu que les traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, ainsi que les prestations sociales telles qu'elles étaient établies au 1er janvier 1971, seraient rattachés à l'"indice-pivot" 114,20 de l'indice général des prix à la consommation (base 1966).

Au 1er janvier 1971, les traitements et pensions à charge du Trésor public rattachés au niveau 110 de l'indice des prix de détail du Royaume (base 1953) bénéficiaient d'une majoration de 35 p.c.

L'article 6, 3°, de la loi du 2 août 1971 prévoit que les augmentations indiciaires qu'elle apporte aux dépenses qui se liquident par mois, seront appliquées "à partir du deuxième mois qui suit la fin de la période de deux mois pendant laquelle l'indice moyen atteint le chiffre qui justifie une modification et pour la première fois le premier du deuxième mois qui suit la date de la publication de la loi au Moniteur belge".

En termes clairs, cela veut dire que la loi entre en vigueur le 1er octobre 1971.

L'article 7 de la même loi donne au Roi le pouvoir de modifier la rédaction des dispositions légales en vue de les mettre en concordance.

.../...

PREAMBULE.

Le préambule devrait être rédigé comme suit :

"Vu la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, notamment l'article 12;

Vu l'arrêté royal n°254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel y assimilé, notamment l'article 8, modifié par la loi du 9 juillet 1969;

Vu l'arrêté royal n°255 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie, notamment l'article 8, modifié par la loi du 9 juillet 1969;

Vu la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, notamment l'article 118, § 2, modifié par les lois des 24 février 1965 et 8 juillet 1970;

Vu la loi du 3 avril 1962 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés, modifiée par les lois des 13 mars 1964, 10 mars 1965, 13 juin 1966, l'arrêté royal n°8 du 18 avril 1967, l'arrêté royal n°50 du 24 octobre 1967, la loi du 27 juillet 1971 et l'arrêté royal du 8 novembre 1971;

Vu la loi du 27 juillet 1962 établissant le taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public, notamment l'article 3bis, y inséré

.../...

par la loi du 13 avril 1965 et modifié par la loi du 17 juin 1971, et l'article 4, y inséré par la loi du 17 juin 1971;

Vu la loi du 4 juillet 1966 accordant un pécule de vacances aux pensionnés des services publics;

Vu la loi du 24 juin 1969 majorant les pensions des travailleurs salariés, modifiée par les lois des 5 juin 1970, 27 juillet 1971 et 3 mars 1972;

Vu la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public, notamment l'article 29, alinéa 3;

Vu la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté royal du 23 août 1966 relatif à l'exécution de la loi du 4 juillet 1966 accordant un pécule de vacances aux pensionnés des services publics, notamment l'article 1er, modifié par l'arrêté royal du 23 juin 1969, l'article 2, modifié par l'arrêté royal du 20 février 1970, et l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1968 portant exécution des dispositions de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, qui accordent à certains avoués le droit à une pension à charge du Trésor public, notamment l'article 2;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition ... (la suite comme au projet)..."

DISPOSITIF.

Article 1er.

La loi du 27 juillet 1962 a eu pour effet de garantir aux anciens agents des services publics et à leurs veuves, une pension au moins égale à celle à laquelle peuvent prétendre, pour une carrière complète, les employés ou les ouvriers assujettis à la sécurité sociale.

Pour obtenir le droit à cet avantage, il n'est pas requis que les anciens agents des services publics aient accompli une carrière complète au service des pouvoirs publics, il suffit qu'ils aient droit à une pension, c'est-à-dire généralement qu'ils aient accompli au minimum dix à vingt années de service au moment où ils sont atteints par la limite d'âge.

La loi du 27 juillet 1962 a fixé en chiffres absolus les montants mensuels minimums garantis, mais son article 3bis a donné au Roi le pouvoir de majorer ces montants en vue de les adapter aux majorations qui interviendraient dans le domaine de la sécurité sociale pour les assujettis dont la pension a pris cours avant le 1er janvier 1962.

.../...

L'article 1er, 1° et 2°, du projet d'arrêté royal soumis au Conseil d'Etat réalise l'adaptation au 1er janvier 1972 des pensions servies aux anciens agents du secteur public et à leurs ayants droit, résultant :

a) de la substitution d'une majoration de 20,393 pour cent à celle de 14,66 pour cent, réalisée par la loi du 3 mars 1972 (Moniteur belge du 4 mars 1972) modifiant l'article 1er de la loi du 24 juin 1969 :

b) de l'intégration des majorations indiciaires en vigueur au 1er janvier 1971, soit 35 pour cent, décidée par la loi du 2 août 1971.

Toutefois, ces deux modifications ne peuvent être confondues, car si la première doit effectivement avoir effet au 1er janvier 1972 comme il est prévu au projet, la seconde doit intervenir au 1er octobre 1971, date d'entrée en vigueur de la loi du 2 août 1971. Le respect de cette date d'entrée en vigueur est d'autant plus nécessaire que le projet se réfère à la loi du 3 avril 1962 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés, dont les taux minimums ont été modifiés par l'arrêté royal du 8 novembre 1971 (Moniteur belge du 7 mars 1972) avec effet à la date du 1er octobre 1971.

*

*

*

L'article 1er, 4°, remplace l'ensemble de l'article 4 de la loi du 27 juillet 1962, dont l'alinéa 1er dispose :

.../...

"Les montants mensuels visés aux articles 2 et 3 sont comparés en tenant compte des indexations auxquelles ils sont respectivement soumis".

Si cette disposition est actuellement sans application, le Roi n'a pas le pouvoir, sur base de l'habilitation qui lui a été conférée par l'article 7 de la loi du 2 août 1971, de préjuger l'avenir en la faisant disparaître.

Articles 2 et 3.

Sur base de l'article 7 de la loi du 2 août 1971, le projet tend à remplacer dans l'article 8, alinéas 3 et 4, de l'arrêté royal n°254 du 12 mars 1936 et dans l'article 8, § 3, alinéas 1er et 2, de l'arrêté royal n°255 du 12 mars 1936, le chiffre de 65.000 francs par celui de 87.750 francs.

Pour ce faire, le projet reprend intégralement chacun de ces alinéas.

L'habilitation accordée au Roi en vue de réaliser cette adaptation ne lui permet pas d'aller au-delà de ce qui est strictement nécessaire pour la réaliser. Au surplus, la présentation de textes coordonnés dans lesquels plusieurs alinéas sont présentés comme issus d'un arrêté royal, pourrait faire douter de l'origine et de la date de ces alinéas.

Article 7.

Cet article tend à harmoniser l'application de la péréquation automatique des pensions en fonction de la revalorisation des traitements qui doit intervenir avec effet au 1er avril 1972.

Si une partie des traitements revalorisés est actuellement payée sur de nouvelles bases qui incorporent 35 p.c. de l'ancienne augmentation indiciaire, ce n'est toutefois qu'en exécution de circulaires ministérielles qui n'ont aucune portée normative.

Les nouveaux barèmes ainsi que la date de leur entrée en vigueur doivent être arrêtés par le Roi. L'article 7 du projet est une disposition conséquente qui doit entrer en vigueur à la même date que les nouveaux barèmes. Il ne peut donc être arrêté actuellement sous la forme réglementaire et doit être omis.

Article 9.

Comme il a été dit, la loi du 2 août 1971 est applicable aux dépenses qui se liquident par mois à partir du 1er octobre 1971. Il n'y a aucune raison de déroger à cette date en ce qui concerne les effets des mesures d'adaptation de textes prises par le Roi. Dans le domaine social, les nombreuses adaptations (64 articles) prises par l'arrêté royal du 8 novembre 1971 ont eu effet au 1er octobre 1971 malgré la publication tardive de cet arrêté au Moniteur belge (7 mars 1972).

*

En conséquence des observations qui précèdent, le texte suivant est proposé pour le dispositif du projet.

.../...

"Article 1er.-

Pour la période du 1er octobre au 31 décembre 1971, les modifications suivantes sont apportées à la loi du 27 juillet 1962 établissant le taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public :

1° les montants mensuels minimums garantis figurant à l'article 2, alinéa 2, modifié par l'arrêté royal du 30 octobre 1970, sont remplacés par les montants suivants :

I. Employés.

Bénéficiaires mariés du

sexe masculin 8.062 francs

Bénéficiaires isolés

hommes 6.797 francs

femmes 6.449 francs

II. Ouvriers.

Bénéficiaires mariés du

sexe masculin 6.234 francs

Bénéficiaires isolés 4.987 francs.

2° les montants mensuels minimums garantis figurant à l'article 3, alinéa 3, modifié par l'arrêté royal du 30 octobre 1970, sont remplacés par les montants suivants :

I. Veuves d'employés 6.191 francs

II. Veuves d'ouvriers 4.987 francs.

Article 2.-

Les modifications suivantes sont apportées à la même loi :

.../...

1° les montants mensuels minimums garantis figurant à l'article 2, alinéa 2, sont remplacés par les montants suivants :

I. Employés :

Bénéficiaires mariés du		
sexe masculin	8.465	francs
Bénéficiaires isolés		
hommes	7.137	francs
femmes	6.772	francs

II. Ouvriers :

Bénéficiaires mariés du		
sexe masculin	6.546	francs
Bénéficiaires isolés	5.237	francs.

2° les montants mensuels minimums garantis figurant à l'article 3, alinéa 3, sont remplacés par les montants suivants :

I. Veuves d'employés	6.501	francs
II. Veuves d'ouvriers	5.237	francs.

3° le montant de 4.800 francs figurant à l'article 2bis, § 1er, y inséré par la loi du 17 juin 1971, est remplacé par le montant de 6.480 francs.

4° l'article 4, alinéas 2 et 3, modifié par la loi du 17 juin 1971, est remplacé par la disposition suivante :
... (texte du projet du Gouvernement) ...

.../...

Article 3.-

Dans l'article 8, alinéas 3 et 4, de l'arrêté royal n°254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel y assimilé, y inséré par la loi du 9 juillet 1969, le nombre "65.000" est par trois fois remplacé par le nombre "87.750".

Article 4.-

Dans l'article 8, § 3, alinéas 1er et 2, de l'arrêté royal n°255 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie, y inséré par la loi du 9 juillet 1969, le nombre "65.000" est par trois fois remplacé par le nombre "87.750".

Article 5.-

A l'arrêté royal du 23 août 1966 relatif à l'exécution de la loi du 4 juillet 1966 accordant un pécule de vacances aux pensionnés des services publics, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans l'article 1er, § 1er, modifié par l'arrêté royal du 23 juin 1969, le montant ... ;
- 2° dans l'article 1er, § 2, modifié par l'arrêté royal du 23 juin 1969, le montant ... ;
- 3° l'article 2, 1°, c, est remplacé par la disposition suivante : "c. ...";
- 4° l'article 2, 2°, d, modifié par l'arrêté royal du 20 février 1970, est remplacé par la disposition suivante :
"d. ... ";
- 5° l'article 6 ...

Article 6.-

... (article 5 du projet du Gouvernement) ...

Article 7.-

... (article 8 du projet du Gouvernement) ...

Article 8.-

La majoration de 35 p.c. appliquée au 1er janvier 1971 en exécution de la loi du 12 avril 1960 ... (la suite comme à l'article 6 du projet du Gouvernement) ...

Article 9.-

L'arrêté royal du 30 octobre 1970 portant majoration du taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public, est abrogé.

Article 10.-

A l'exception de l'article 2 qui produit ses effets le 1er janvier 1972, le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1971.

Article 11.-

Notre Vice-Premier Ministre et Notre Secrétaire d'Etat au Budget sont chargés de l'exécution du présent arrêté. ".

De wet van 2 augustus 1971 (Belgisch Staatsblad van 20 augustus 1971) heeft bepaald dat de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare Schatkist, alsook de sociale uitkeringen zoals die op 1 januari 1971 werden vastgesteld, worden gekoppeld aan de "spilindex" 114,20 van het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen (basis 1966).

Op 1 januari 1971 waren de wedden en pensioenen ten laste van de Staatskas die gekoppeld waren aan index 110 van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Rijk (basis 1953) verhoogd met 35 t.h.

Artikel 6, 3°, van de wet van 2 augustus 1971 bepaalt dat de indexverhogingen welke zij meebrengt voor de uitgaven die per maand vereffend worden, zullen worden toegepast "vanaf de tweede maand die volgt op het einde van de periode van twee maanden tijdens welke het gemiddeld indexcijfer het cijfer bereikt dat een wijziging rechtvaardigt en voor de eerste maal de eerste van de tweede maand die volgt op de datum van bekendmaking van de wet in het Belgisch Staatsblad".

Duidelijk gesteld, betekent dit dat de wet in werking treedt op 1 oktober 1971.

Artikel 7 van dezelfde wet machtigt de Koning om de wettelijke bepalingen te wijzigen om ze in overeenstemming te brengen.

.../...

AANHEF.

De aanhef zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op de algemene wet van 21 juli 1844 betreffende de burgerlijke en kerkelijke pensioenen, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 254 van 12 maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk staatspersoneel en het daarmee gelijkgesteld personeel, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1969;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 255 van 12 maart 1936 tot eenmaking van het pensioenregime voor de weduwen en wezen der leden van het leger en van de rijkswacht, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1969;

Gelet op de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, inzonderheid op artikel 118, § 2, gewijzigd bij de wetten van 24 februari 1965 en 8 juli 1970.

Gelet op de wet van 3 april 1962 betreffende de rust- en overlevingspensioenen voor arbeiders en bedienden, gewijzigd bij de wetten van 13 maart 1964, 10 maart 1965, 13 juni 1966, het koninklijk besluit nr. 8 van 18 april 1967, het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967, de wet van 27 juli 1971 en het koninklijk besluit van 8 november 1971;

.../...

Gelet op de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van het minimumbedrag van zekere rust- en overlevingspensioenen ten laste van de openbare Schatkist, inzonderheid op artikel 3bis, aldaar ingevoegd bij de wet van 13 april 1965 en gewijzigd bij de wet van 17 juni 1971, en op artikel 4, aldaar ingevoegd bij de wet van 17 juni 1971;

Gelet op de wet van 4 juli 1966 tot toekenning van een jaarlijks vakantiegeld aan de gepensioneerden van de openbare diensten;

Gelet op de wet van 24 juni 1969 tot verhoging van de werknemerspensioenen, gewijzigd bij de wetten van 5 juni 1970, 27 juli 1971 en 3 maart 1972;

Gelet op de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector, inzonderheid op artikel 29, derde lid;

Gelet op de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, inzonderheid op artikel 7;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 23 augustus 1966 betreffende de uitvoering van de wet van 4 juli 1966 houdende toekenning van een vakantiegeld aan de gepensioneerden van de openbare diensten, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 juni 1969, op artikel 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 februari 1970, en op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1968 tot uitvoering van de bepalingen van de wet van 10 oktober 1967 houdende het ~~Gere~~chtelijk Wetboek, die aan sommige pleitbezorgers het recht op een pensioen, ten laste van de openbare Schatkist, toekennen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van ... (voorts zoals in het ontwerp)..."

ARTIKEL 1.

Artikel 1.

De wet van 27 juli 1962 heeft aan de gewezen ambtenaren van de overheidsdiensten en aan hun weduwen een pensioen gewaarborgd dat ten minste gelijk is aan het pensioen waarop aan de sociale zekerheid onderworpen bedienden of arbeiders voor een volledige loopbaan aanspraak kunnen maken.

.../...

Om voor dit recht in aanmerking te komen, is niet vereist dat de gewezen ambtenaren van de overheidsdiensten een volledige loopbaan in overheidsdienst hebben doorge- maakt, maar is het voldoende dat zij pensioengerechtigd zijn, met ander woorden in het algemeen dat zij ten minste tien tot twintig jaar dienst hebben verricht op het tijdstip waarop zij de grensleeftijd bereiken.

De wet van 27 juli 1962 heeft de gewaarborgde maandelijksse minimumbedragen in absolute cijfers vast- gesteld, maar haar artikel 3bis heeft de Koning bevoegd- heid verleend om die bedragen te verhogen ten einde ze aan te passen aan de verhogingen die zich in het kader van de sociale zekerheid mochten voordoen voor verzeke- ringsplichtigen wier pensioen vóór 1 januari 1962 is ingegaan.

Artikel 1, 1° en 2°, van het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp-koninklijk besluit verzekert de aanpas- sing op 1 januari 1972 van de pensioenen verstrekt aan ge- wezen ambtenaren van de overheidssector en hun rechtver- krijgenden, welke het gevolg is van :

- a) de vervanging van het verhogingspercentage 14,66 door het percentage 20,393, tot stand gebracht door de wet van 3 maart 1972 (Belgisch Staatsblad van 4 maart 1972), tot wijziging van artikel 1 van de wet van 24 juni 1969;
- b) de opneming van de indexverhogingen van kracht op 1 januari 1971, namelijk 35 t.h. waartoe de wet van 2 augustus 1971 heeft besloten.

Die twee wijzigingen mogen echter niet worden ver- ward : de eerste moet inderdaad uitwerking hebben op 1 januari 1972 zoals in het ontwerp is bepaald, maar de tweede moet

.../...

tot stand komen op 1 oktober 1971, op welke datum de wet van 2 augustus 1971 in werking is getreden. Dat die datum van inwerkingtreding wordt nagekomen, is des te noodzakelijker, daar het ontwerp verwijst naar de wet van 3 april 1962 betreffende de rust- en overlevingspensioenen voor arbeiders en bedienden, waarvan de minimumbedragen door het koninklijk besluit van 8 november 1971 (Belgisch Staatsblad van 7 maart 1972) gewijzigd zijn met uitwerking op 1 oktober 1971.

*

*

*

Artikel 1, 4°, vervangt het gehele artikel 4 van de wet van 27 juli 1962, waarvan het eerste lid bepaalt :

"De maandelijks bedragen bedoeld bij de artikelen 2 en 3, worden vergeleken, rekening houdend met de indexaanpassingen waaraan zij respectievelijk zijn onderworpen".

Al vindt die bepaling thans geen toepassing, toch is de Koning, op grond van de hem bij artikel 7 van de wet van 2 augustus 1971 verleende machtiging, niet bevoegd om op de toekomst vooruit te lopen door die bepaling te laten vervallen.

Artikelen 2 en 3.

Op grond van artikel 7 van de wet van 2 augustus 1971 wil het ontwerp in artikel 8, derde en vierde lid, van het koninklijk besluit nr. 254 van 12 maart 1936 en in artikel 8, § 3, eerste en tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 255 van 12 maart 1936, het getal 65.000 vervangen door 87.750.

.../...

Daartoe neemt het ontwerp elk van die alinea's in zijn geheel over.

De machtiging die aan de Koning is verleend om die aanpassing te verrichten, staat hem niet toe meer te doen dan strikt noodzakelijk is om ze te verwezenlijken. Ook zou de voorstelling van gecoördineerde teksten, waarin verscheidene alinea's worden aangediend als te komen uit een koninklijk besluit, twijfel kunnen doen ontstaan omtrent de herkomst en de datum van die alinea's.

Artikel 7.

Dit artikel beoogt een harmonische toepassing van de automatische perекwatie van de pensioenen overeenkomstig de revalorisatie van de wedden die met uitwerking op 1 april 1972 tot stand moet komen.

Zo een gedeelte van de gerevaloriseerde wedden thans wordt uitbetaald op de nieuwe grondslagen waarin 35 t.h. van de vroegere indexverhoging is opgenomen, dan is dat alleen krachtens ministeriële omzendbrieven die geen normatieve strekking hebben.

De nieuwe weddeschalen en de datum waarop zij van kracht worden, moeten door de Koning worden vastgesteld. Artikel 7 van het ontwerp is een logisch volgende bepaling die op dezelfde datum als de nieuwe weddeschalen van kracht moet worden. Die bepaling mag thans dus niet in de vorm van een verordening worden vastgesteld en moet derhalve vervallen.

.../...

Artikel 9.

Zoals reeds gezegd is, vindt de wet van 2 augustus 1971 toepassing op de uitgaven die per maand worden verevend vanaf 1 oktober 1971. Er is geen enkele reden om van die datum af te wijken ten aanzien van de gevolgen van de maatregelen tot aanpassing van door de Koning vastgestelde teksten. Op sociaal gebied hebben de vele aanpassingen (64 artikelen), verricht door het koninklijk besluit van 8 november 1971, uitwerking gehad op 1 oktober 1971, ook al is dat besluit veel later (7 maart 1972) in het Belgisch Staatsblad verschenen.

*

In aansluiting op de gemaakte opmerkingen wordt voorgesteld de artikelen van het ontwerp als volgt te redigeren :

"Artikel 1.-

Voor de periode 1 oktober - 31 december 1971, worden de volgende wijzigingen aangebracht in de wet van 27 juli 1972 tot vaststelling van het minimumbedrag van zekere rust- en overlevingspensioenen ten laste van de openbare Schatkist :

1° de gewaarborgde maandelijkse minimumbedragen die voorkomen in artikel 2, tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 oktober 1970, worden door de volgende bedragen vervangen :

.../...

I. Bedienden.

Gehuwden gerechtigden van het mannelijk geslacht	8.062 frank
Alleenstaande gerechtigden	
Mannen	6.797 frank
Vrouwen	6.449 frank

II. Arbeiders.

Gehuwde gerechtigden van het mannelijk geslacht	6.234 frank
Alleenstaande gerechtigden	4.987 frank

2° de gewaarborgde maandelijkse minimumbedragen, die voorkomen in artikel 3, derde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 oktober 1970, worden door de volgende bedragen vervangen :

I. Weduwen van bedienden	6.191 frank
II. Weduwen van arbeiders	4.987 frank

Artikel 2.-

In dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de gewaarborgde maandelijkse minimumbedragen die voorkomen in artikel 2, tweede lid, worden door de volgende bedragen vervangen :

.../...

I. Bedienden :

Gehuwde gerechtigden van het mannelijk geslacht	8.465 frank
Alleenstaande gerechtigden mannen	7.137 frank
vrouwen	6.772 frank

II. Arbeiders :

Gehuwde gerechtigden van het mannelijk geslacht	6.546 frank
Alleenstaande gerechtigden	5.237 frank.

2° de gewaarborgde maandelijkse minimumbedragen die voorkomen in artikel 3, derde lid, worden door de volgende bedragen vervangen :

I. Weduwen van bedienden	6.501 frank
II. Weduwen van arbeiders	5.237 frank.

3° het bedrag van 4.800 frank, dat voorkomt in artikel 2bis, § 1, aldaar ingevoegd bij de wet van 17 juni 1971, wordt vervangen door het bedrag van 6.480 frank.

4° artikel 4, tweede en derde lid, gewijzigd bij de wet van 17 juni 1971, wordt door de volgende bepaling vervangen :
... (tekst van het Regeringsontwerp) ...

Artikel 3.-

In artikel 8, derde en vierde lid, van het koninklijk besluit nr. 254 van 12 maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk staatspersoneel en het daarmede gelijkgesteld personeel, aldaar ingevoegd bij de wet van 9 juli 1969, wordt het getal "65.000" driemaal vervangen door het getal "87.750".

.../...

Artikel 4.-

In artikel 8, § 3, eerste en tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 255 van 12 maart 1936 tot eenmaking van het pensioenregime voor de weduwen en wezen der leden van het leger en de rijkswacht, aldaar ingevoegd bij de wet van 9 juli 1969, wordt het getal "65.000" driemaal vervangen door het getal "87.750".

Artikel 5.-

In het koninklijk besluit van 23 augustus 1966 betreffende de uitvoering van de wet van 4 juli 1966 houdende toekenning van een vakantiegeld aan de gepensioneerden van de openbare diensten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in artikel 1, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 juni 1969, wordt het bedrag ...;
- 2° in artikel 1, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 juni 1969, wordt het bedrag ...;
- 3° artikel 2, 1°, c, wordt door de volgende bepaling vervangen : "c. ...";
- 4° artikel 2, 2°, d, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 februari 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen : "d. ...";
- 5° artikel 6 ...

Artikel 6.-

... (artikel 5 van het Regeringsontwerp) ...

Artikel 7.-

... (artikel 8 van het Regeringsontwerp) ...

Artikel 8.-

De verhoging van 35 t.h., op 1 januari 1971 toegepast ter uitvoering van de wet van 12 april 1960 ..., (voorts zoals in artikel 6 van het Regeringsontwerp) ...

Artikel 9.-

Het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot verhoging van het minimumbedrag van zekere rust- en overlevingspensioenen ten laste van de openbare Schatkist, wordt opgeheven.

Artikel 10.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1971, met uitzondering van artikel 2, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1972.

Artikel 11.-

Onze Vice-Eerste Minister en Onze Staatssecretaris voor begroting zijn belast met de uitvoering van dit besluit".

YC.

- 25 -

L. 11.695/2.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : G. HOLOYE,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

G. VAN BUNNEN,
J. MASQUELIN,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : J. TRUYENS,

greffier.

Mevrouw :

griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS.

G. HOLOYE.